

## **Nomination de François Bayrou : surtout, ne changeons rien !**

**François Bayrou a été nommé aujourd'hui Premier Ministre par le Président de la République. Plus de trente ans après avoir été ministre de l'Éducation Nationale sous Balladur, François Bayrou est remis sur le devant de la scène par celui qu'il soutient depuis 2017 : Emmanuel Macron.**

Le Président de la République continue d'ignorer le message que les électrices et les électeurs lui ont fermement adressé lors des trois derniers scrutins nationaux : iels ne veulent plus de sa politique néolibérale.

Après avoir refusé de nommer un·e Premier·e Ministre issu·e des rangs de la force politique arrivée en tête aux élections législatives, le Nouveau Front Populaire, après avoir nommé à sa place M. Barnier, membre du parti Les Républicains ayant obtenu les suffrages de 3,4% des inscrit·es, après avoir vu ce gouvernement tomber par une motion de censure des député·es, E. Macron n'a rien trouvé de mieux que de nommer un représentant de l'ancien monde et un de ses premiers soutiens.

Le Président de la République continue donc de mépriser les résultats des élections législatives et de nommer des premiers ministres illégitimes. Pour la FSU-SNUipp 31, deux changements radicaux doivent être opérés, tant sur le fond que sur la forme.

Sur le fond : c'est le Nouveau Front Populaire qui a remporté les élections législatives de juillet sur un programme de rupture avec le néolibéralisme. C'est donc de ces rangs que doit venir le prochain gouvernement, pour proposer d'appliquer le programme sur lequel se sont prononcé·es les électrices et les électeurs.

Sur la forme : E. Macron doit comprendre qu'il a perdu toute légitimité et qu'il va devoir, s'il refuse de démissionner, abandonner son rôle de président omnipotent.

**La FSU-SNUipp 31 continue d'exiger une rupture avec les politiques menées depuis 2017, notamment en ce qui concerne l'École et les services publics. Annulation des 3155 suppressions de postes dans le 1<sup>er</sup> degré, abandon du Choc de Savoirs, suppression des jours de carence, dégel du point d'indice : c'est un véritable changement de cap dont l'École et les services publics ont besoin. Dans ce contexte, la profession doit se tenir prête à se mobiliser pour gagner de véritables avancées pour l'École et ses personnels.**